



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 26 mars 1996 — N° 2

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

26 mars 1996

26 mars 1996

Le mardi 26 mars 1996

N° 2

La séance est ouverte à 14 h 12.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose, conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*:

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale:

Par le Parti Québécois:

—M. Yves Beaumier (Champlain), M. Michel Côté (La Peltrie), M. Léandre Dion (Saint-Hyacinthe), M. Jean-Pierre Jolivet (Laviolette) et Mme Monique Simard (La Prairie) comme membres, ainsi que M. Lévis Brien (Rousseau), M. Rémy Désilets (Maskinongé), M. Jean Campeau (Crémazie) et M. Daniel Paillé (Prévost) comme membres suppléants.

Par le Parti Libéral du Québec:

—M. Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine), M. Norman MacMillan (Papineau) et M. Cosmo Maciocia comme membres, ainsi que M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance), M. Jean-Claude Gobé (LaFontaine) et Mme Nicole Loiselle comme membres suppléants.

26 mars 1996

26 mars 1996

Par le parti Action Démocratique du Québec:

—M. Mario Dumont (Rivière-du-Loup).

(Dépôt n° 1-960326)

Cette liste est adoptée.

Puis, il dépose:

La liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.

(Dépôt n° 2-960326)

Dépôts de rapports de commissions

M. Landry (Bonaventure) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 12 mars 1996, a élu son président.

(Dépôt n° 3-960326)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 19, 20 et 21 mars 1996, a tenu une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives.

(Dépôt n° 4-960326)

M. Bertrand (Charlevoix) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 12 mars 1996, a élu son président.

(Dépôt n° 5-960326)

M. Beaulne (Marguerite-D'Youville) dépose:

26 mars 1996

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 12 mars 1996, a élu son vice-président.

(Dépôt n° 6-960326)

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 12 mars 1996, a élu son vice-président.

(Dépôt n° 7-960326)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 12 mars 1996, a élu son vice-président.

(Dépôt n° 8-960326)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 5, 6, 7, 13 et 19 mars 1996, a tenu une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé «Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal».

(Dépôt n° 9-960326)

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 12 mars 1996, a élu sa présidente.

(Dépôt n° 10-960326)

M. Laurin (Bourget), au nom de M. Garon (Lévis), dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 12 mars 1996, a élu son président.

(Dépôt n° 11-960326)

26 mars 1996

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 62 à 64 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 7500 citoyens et citoyennes de la région du KRTB, concernant la fermeture du Centre de détention de Rivière-du-Loup.

(Dépôt n° 12-960326)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Marsan (Robert-Baldwin) dépose:

Copie d'un memorandum, en date du 20 mars 1996, adressé aux directeurs généraux d'hôpitaux de la région de Montréal par le directeur des immobilisations et des finances-réseau de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre concernant une autorisation d'emprunt afin de couvrir leurs dépenses pour la période du 21 mars au 1^{er} avril 1996, accompagné d'un article publié le 23 mars 1996 dans le journal *Le Devoir* sur ce sujet.

(Dépôt n° 13-960326)

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin d'entendre le Vérificateur général du Québec sur les éléments de ses rapports annuels qui traitent de la gestion du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin d'entendre le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation dans le cadre de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*;

26 mars 1996

—la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur des questions relatives à l'organisation de ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours d'ouverture de la session

M. Johnson, chef de l'opposition officielle, entame le débat sur le discours d'ouverture prononcé par M. Bouchard, premier ministre, à la séance du 25 mars 1996.

À la fin de son intervention, M. Johnson propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement du Parti Québécois pour l'absence de mesures concrètes de relance de l'emploi et de l'économie du Québec et pour l'absence de priorités d'action pour les Québécois et Québécoises.

M. le Président informe alors l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour le débat sur le discours d'ouverture: soixante minutes sont accordées au représentant du gouvernement pour sa réplique et quinze minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture.

À 18 heures, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

26 mars 1996

La séance reprend à 20 h 02.

Débat sur le discours d'ouverture de la session

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Middlemiss (Pontiac) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste, plus particulièrement le ministre des Transports, qui cautionne la dégradation du réseau routier en réduisant le budget du ministère des Transports de plusieurs millions de dollars, ce qui risque de mettre en péril la sécurité des automobilistes québécois ainsi que le développement économique du Québec et de ses régions.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, la séance se poursuit après 22 heures.

À 22 h 15, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 27 mars 1996, à 10 heures.

Le Président

26 mars 1996

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU